



Conseil de Développement du Pays Basque Ipar Euskal Herriko Garapen Kontseilua

Le numérique s'impose d'Amikuze à Garazi



Trente-cinq personnes se sont réunies jeudi 4 juillet à Lutxiborda (Saint-Jean-le-Vieux) à l'initiative du CDPB et d'Indar Développement. Les enjeux et les perspectives du numérique ont fait réagir l'assemblée, et les échanges orchestrés par Pantxika Maitia ont oscillé entre besoins individuels et besoins collectifs. Entre la logique du numérique pour tous et les urgences pour les entreprises et les centre-bourg, quelles sont nos priorités ?

De fortes attentes et des frustrations

D'Amikuze à Garazi, le verdict est sans appel : **le numérique s'impose** pour développer les activités des différentes entreprises du territoire. Il relie directement à la clientèle, permet de **fluidifier** la gestion de la production ou d'améliorer la partie commerciale. Ses usages évoluent et réclament une adaptation constante. Les agriculteurs de Xixtroak le confirment : les six producteurs ont lancé leur boutique en ligne de paniers fermiers, et ils livrent des points de retrait disséminés de Bidart à Ayherre. Un nouveau canal de vente qu'ils espèrent voir se développer, qui **vient bousculer leur gestion**, réclame une **montée en compétences** mais porte ses fruits. Deux autres industriels locaux de l'agroalimentaire renchérissent : 80% de leur chiffre d'affaires se fait en ligne. Dans le **secteur agricole**, le numérique se généralise (déclarations, gestion de l'exploitation, données sanitaires), et le représentant de la Chambre d'agriculture témoigne des applications qui se développent et qui ont été présentées le matin même dans une ferme de Bunus.

En écho aux soirées de Barcus et des Aldudes, **les fluctuations du réseau France Télécom** (internet et téléphonie) viennent perturber ces nouveaux modes de travail. Un risque non négligeable pour la pérennité des entreprises. D'Ossès à Saint-Palais, certaines zones artisanales sont mal connectées et les commandes peuvent se perdre. Habitants et élus évoquent une « **fracture numérique** » au sein même de micro-territoires : certains centre-bourgs sont bien connectés, d'autres non, des maisons isolés et des quartiers entiers restent à l'écart du réseau internet. Voire du réseau mobile, très défaillant ou inexistant par endroits.

Les besoins varient des particuliers aux professionnels : chez les premiers, certains se suffiraient du réseau ADSL, s'il était fiable. Pour les seconds, **la fibre est nécessaire** face au poids croissant des dossiers dématérialisés. Une habitante de Suhescun, dont l'entreprise est en contact avec le marché international, est contrainte de se déplacer à Bayonne pour envoyer ses mails trop volumineux. Elle évoque le téléphone coupé régulièrement à son domicile, le boîtier France Télécom oxydé, aux fils arrachés... Un habitant de Mendive a dû **abandonner l'option télétravail** et se rend quotidiennement sur la côte... ce qui n'a pas empêché son entreprise d'y subir une panne de réseau pendant trois semaines !

Une habitante de Juxue témoigne : son domicile est situé « en zone blanche », elle doit déboursier 130€/mois pour deux personnes et se retrouve avec un réseau mobile quasi nul et un abonnement internet par satellite. Pourtant, poursuit-elle, **toutes les démarches administratives s'effectuent aujourd'hui sur le net** : déclaration d'impôts, retraite, gestion des comptes bancaires... Autant de situations jugées incroyables en 2019.

L'enjeu du numérique mobilise tant les élus que les habitants et les interrogations prennent une tournure technique. La fibre devrait arriver en 2021 mais des doutes se font sentir face aux besoins urgents. **Tout le territoire bénéficiera-t-il de ces avancées ?** Une professionnelle du numérique indique qu'avant d'être raccordé (en faisant appel à un opérateur), il faut être raccordable (que la fibre passe à côté de chez soi), et cela prend du temps. Un autre expert ajoute que le réseau téléphonique analogique serait délaissé au profit du VOIP (réseau internet) et que le nouveau risque d'être soumis aux mêmes aléas que l'actuel, le coût des investissements ne permettant pas de créer de nouvelles tranchées.

Autant d'interrogations qui conduisent à envisager **des alternatives** à l'infrastructure collective publique, entre les mains des gros opérateurs. L'intervention d'Izarlink présente un autre modèle : la société créée au Pays Basque s'adresse aux professionnels, elle raccorde directement les entreprises par son propre réseau et sa connexion aux Hub nationaux. **Le coût s'avère plus élevé** que l'accès au réseau classique et fonctionne sur un autre mode : une bande passante symétrique (FTO) qui assure **un débit régulier**, non soumis aux variations.

Vers un éco-usage du numérique

A écouter les échanges, le numérique est **indispensable**, partout et à longueur de temps. La question de ses usages au quotidien dans la sphère privée vient **tempérer les discours** et accompagner une autre réflexion : la dépendance au numérique. Ne pourrait-on pas ralentir ?

Globalisée, **la dématérialisation se substitue au contact humain**, tant dans les démarches administratives que dans le rapport à la clientèle, par exemple. Et entraîne la disparition physique de certains services publics. Une agricultrice réagit aux fermes connectées, rappelant **la nécessité de lier la terre au vivant**, et de ne pas déléguer aux machines l'évaluation de l'état sanitaire de la ferme, l'état de l'eau, la météo. La peur de voir l'homme s'effacer devant la machine se fait sentir. Internet se doit de rester à sa place : un outil.

Des habitants le défendent : ils font le choix **de se déconnecter** et éteignent leur téléphone en soirée ou parfois même en journée, afin d'échapper à l'injonction d'immédiateté. Un retraité indique que son portable est simplement « *un outil de sécurité* » quand il « *part en vadrouille ou à la montagne* », toujours en silencieux, au grand dam de ses proches.

Et pourtant, **cet outil favorise aussi le lien social**, comme le rappelle une animatrice bénévole d'ateliers numériques, et les échanges interpersonnels en permettant de se retrouver autour de sujets d'actualités, de partager ses hobbies. Le lycée agricole de Garazi s'est emparé de la question du numérique en interdisant l'usage des téléphones portables à l'internat et en le limitant pendant les cours (uniquement comme un outil de travail).

Après la modération des usages du numérique, le débat se conclue sur la notion de libre choix : on peut choisir individuellement de ne pas être connecté, de rester à l'écart. Collectivement par contre, le numérique renvoie à la capacité d'établir des priorités : faut-il défendre un usage particulier, un réseau pour chacun, ou un usage collectif, un point d'accès efficace pour tous ? Et comment faut-il accompagner les besoins spécifiques des entreprises ?

Les partenaires de la soirée

